

mique qui nous mène tout droit à la confrontation? Au lieu de nous effrayer de la croissance, il faut absolument nous engager sur une voie nouvelle et travailler à redonner au Canada une saine croissance économique. Ceci, bien entendu, ne peut être une fin en soi, mais doit être la clé des aspirations et des objectifs constructifs de notre pays.

Monsieur l'Orateur, le Canada compte une population de jeunes hautement spécialisés et très instruits. Les instruisons-nous pour qu'ils touchent des prestations d'assurance-chômage ou de bien-être, ou devons-nous leur fournir l'occasion d'embrasser une carrière? Nous commençons à peine à réaliser quelques progrès dans le domaine des inégalités régionales. Selon le Conseil économique du Canada, compte tenu des programmes actuels, il faudra au moins 75 ans pour que la région atlantique puisse s'approcher du niveau de vie national. Est-ce le mieux que nous puissions faire: transférer simplement les ressources naturelles du pays, marquer des progrès en rabaisant partout le niveau de vie? Ne pouvons-nous mettre l'accent sur la croissance régionale à l'intérieur d'une économie canadienne en croissance? Voilà, monsieur l'Orateur, la politique de mon parti.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre des Finances avait la chance, dans son exposé budgétaire, de résoudre certains problèmes économiques fondamentaux. Au contraire, il les a évités. Au mieux, ils ont été remis à plus tard; au pire, ils ont été aggravés. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a parlé de productivité. Sa politique de productivité consiste à définir le problème. C'est déplorable. Il a, avec son air optimiste, présenté sous leur meilleur jour possible nos problèmes de productivité. Le ministre des Finances lui-même a signalé l'ampleur de nos problèmes relatifs à la balance de paiements. D'après ses propres chiffres, il a admis que, alors que tous les autres pays occidentaux ont entièrement absorbé l'incidence de l'augmentation des prix de l'énergie dans le monde et sont même parvenus à réduire le déficit de leurs balances des paiements, la position de notre pays s'est gravement détériorée. Telle est l'importance du problème, selon le ministre lui-même. Qu'a-t-il fait à ce sujet? Eh bien, il a établi un programme bien intéressant. Il serait heureux, a-t-il dit, que, de tous les endroits de notre pays, on lui envoie des cartes et des lettres proposant des mesures pour accroître notre productivité.

● (1640)

M. Baker (Grenville-Carleton): Vu la situation des postes, il n'est même pas sûr de les recevoir.

M. Clark: Mon collègue signale l'une des difficultés auxquelles se heurtera le ministre: il n'est pas sûr de recevoir ces cartes et ces lettres vu la situation des postes. Mais ce n'était là que la moitié de son programme. En effet, pour l'autre partie, il espérait que la relance amorcée aux États-Unis nous tirerait de l'ornière. Bref, il avoue que le gouvernement est à court d'idées et que la barre est bien mal tenue.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Monsieur l'Orateur, il importe de préciser l'ampleur du problème devant lequel le ministre baisse virtuellement les bras. En 1970—année pendant laquelle, je le souligne, le monde a subi une grave récession—le Canada a connu un excédent de quelque 6.6 milliards de dollars au titre de la vente de produits finis. En 1975—année pendant laquelle le monde a commencé à sortir de cette récession—le Canada a connu un déficit de 5.8 milliards de dollars au même titre. Non seulement nous ne sommes pas parvenus à accomplir des progrès importants

Le budget—M. Clark

en matière d'exportation, mais nous avons continué à céder du terrain aux fabricants étrangers sur notre propre marché.

La dure réalité est que nous ne parvenons à nous maintenir au niveau international qu'en bradant les matières premières de notre pays. L'année dernière, le déficit de notre balance commerciale aurait été plus important de 3 milliards de dollars si nous n'avions pas vendu de matières premières. Et pourtant, ce gouvernement ne propose aucune initiative concrète pour renverser la tendance, aucune politique positive pour renforcer la position de nos industriels face à leurs concurrents étrangers. Sa seule politique, si tant est qu'il en ait une, c'est de se tourner vers Washington... et peut-être de prier.

[Français]

Monsieur le président, ceux qui seront touchés les premiers par ce budget, ce sont les Canadiens qui se cherchent de l'emploi. Il n'y a aucune prévision dans ce budget pour la création de nouveaux emplois. Au lieu de ça, le ministre se fie sur le redressement économique dans d'autres pays, pour créer 250,000 nouveaux emplois au Canada. C'est déjà mauvais que le gouvernement canadien dise aux travailleurs qu'ils doivent compter sur les autres pays pour créer des emplois. Mais, ce qui est pire encore, c'est que les chiffres avancés par le ministre ne correspondent même pas au nombre de personnes qui vont arriver sur le marché du travail pour la première fois.

L'année dernière, 353,000 Canadiens ont accédé au marché du travail et ont cherché de l'emploi. Cette année, il est à prévoir qu'environ 315,000 personnes de plus envahiront le marché du travail. Si bien qu'avec sa prévision de 250,000 nouveaux emplois, le ministre a tout simplement inventé un moyen d'augmenter le chômage. Au même moment, son collègue, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) reconnaît que le gouvernement n'a encore préparé aucun plan pour créer ici même des emplois.

Bref, c'est le budget d'un gouvernement qui se fiche pas mal des Canadiens qui sont en chômage.

[Traduction]

Nulle part le besoin de leadership pratique ne se fait-il plus sentir, ou n'est-il plus absent dans l'administration actuelle, que dans le domaine de la limitation de dépenses. Il faut dire que le gouvernement actuel n'a pas cessé de dépenser follement depuis le jour où le premier ministre (M. Trudeau) est entré en fonction.

Des voix: Bravo!

M. Clark: En 1968, les dépenses fédérales atteignaient environ 9 milliards de dollars; cette année, elles dépasseront 40 milliards. C'est une augmentation de plus de 400 p. 100. Après avoir ainsi comprimé tout le reste de l'économie, le secteur privé et les sources de revenu des autres niveaux de gouvernement, l'administration actuelle vient maintenant de demander à ces mêmes groupes de porter presque tout le poids du programme actuel de restrictions. L'hypocrisie est probablement le qualificatif le plus gentil dont je puisse me servir pour décrire le gouvernement actuel.

À notre avis, le moment est venu pour l'ensemble des gouvernements de mettre un terme à leur revendication d'une part croissante de notre revenu national, pas simplement en jonglant avec leurs chiffres pour une année ou deux, mais en ralentissant radicalement le rythme auquel ils dépensent les ressources disponibles. En 1950, les gouvernements à tous les niveaux ont dépensé environ 20 p. 100 de notre produit national brut. Cette année, le chiffre approchera de 42 p. 100. Personne ne peut nier que c'est là